

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 2001 — 3142 [S - C - 2001/15130]

**3 NOVEMBRE 2001.** — Loi relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement et modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la "Coopération technique belge" sous la forme d'une société de droit public

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution

#### CHAPITRE II. — *Création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement*

**Art. 2.** L'Etat belge et la Société belge d'Investissement international S.A. peuvent créer conjointement la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement, en abrégé BIO. BIO est créée sous la forme d'une société anonyme.

L'Etat belge et la Société belge d'Investissement international S.A. peuvent participer au capital de BIO et lui procurer toute autre forme de financement. Les sociétés possédant une expérience particulière dans le domaine des investissements à l'étranger ou les sociétés disposant d'une expérience spécifique en matière de financement d'entreprises locales dans les pays en développement, peuvent également participer au capital de BIO ou lui procurer d'autres formes de financement.

Pour la création de BIO, l'Etat belge est représenté par le membre du gouvernement ayant la Coopération au Développement dans ses attributions. Ce membre représente également l'Etat belge à l'assemblée générale.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** BIO a pour objet social d'investir dans le développement d'entreprises situées dans des pays en développement dans l'intérêt du progrès économique et social de ces pays.

Ces interventions doivent conduire directement ou indirectement à un emploi productif durable, respectant les droits sociaux fondamentaux tels que définis par les conventions de base de l'Organisation internationale du Travail.

BIO peut également prendre des participations dans des fonds de développement et d'investissement orientés exclusivement vers les pays en développement pour autant que l'objet de ces fonds soit compatible avec l'objet social de BIO.

A cette fin, BIO pourra, aux conditions du marché, prendre des participations dans le capital de sociétés et octroyer des prêts ainsi que des formes de financement analogues.

BIO est notamment habilitée à :

- créer conjointement des sociétés étrangères;
- participer directement au capital de sociétés étrangères;
- octroyer des prêts subordonnés;
- octroyer des prêts à moyen et à long terme.

§ 2. Les activités de BIO ne sont pas liées. Les interventions de sont dirigées exclusivement vers des entreprises dans des pays en développement, appartenant aux catégories suivantes, telles que définies par le Comité pour l'Aide au Développement de l'Organisation de coopération et de développement économique :

- (i) les pays les moins avancés;
- (ii) les pays à bas revenus;
- (iii) les pays à revenus moyens, tranche inférieure.

BIO mènera une politique volontariste en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, dans le but d'atteindre une répartition appropriée des profs directs ou indirects octroyés, tant en nombre que sur le plan du capital libéré.

### MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 2001 — 3142 [S - C - 2001/15130]

**3 NOVEMBER 2001.** — Wet tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden en tot wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — *Oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden*

**Art. 2.** De Belgische Staat en de Belgische Maatschappij voor Internationale Investing N.V. kunnen samen de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden, afgekort BIO, oprichten. BIO wordt opgericht als een naamloze vennootschap.

De Belgische Staat en de Belgische Maatschappij voor Internationale Investing N.V. kunnen participeren in het kapitaal van BIO en elke andere vorm van bedrijfsfinanciering verstrekken. Vennootschappen die een bijzondere ervaring bezitten wat betreft investeren in het buitenland of vennootschappen die een specifieke ervaring hebben op het gebied van financiering van lokaal ondernemerschap in ontwikkelingslanden, kunnen eveneens participeren in het kapitaal van BIO of andere vormen van bedrijfsfinanciering verstrekken.

De Belgische Staat wordt bij de oprichting vertegenwoordigd door het regeringslid dat Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft. Dit regeringslid vertegenwoordigt eveneens de Belgische Staat op de algemene vergadering.

**Art. 3. § 1.** BIO heeft als maatschappelijk doel te investeren in de ontplooiing van bedrijven gevestigd in ontwikkelingslanden in het belang van de economische en sociale vooruitgang in die landen.

Die interventies moeten direct of indirect leiden tot duurzame productieve werkgelegenheid, rekening houdend met de fundamentele sociale rechten zoals gedefinieerd in de basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie.

BIO kan eveneens participaties nemen in ontwikkelings- en investeringsfondsen uitsluitend gericht op ontwikkelingslanden voor zover het doel van deze fondsen overeenstemt met het maatschappelijk doel van BIO.

Hiertoe zal BIO, tegen marktconforme voorwaarden, kapitaalparticipaties in ondernemingen kunnen nemen en leningen kunnen verstrekken alsmede aanverwante vormen van bedrijfsfinanciering ter beschikking stellen.

BIO is onder meer bevoegd om :

- buitenlandse vennootschappen mee op te richten;
- rechtstreeks te participeren in het kapitaal van buitenlandse vennootschappen;
- achtergestelde leningen te verstrekken;
- middellange- en langetermijnleningen te verstrekken.

§ 2. BIO oefent haar activiteiten ongebonden uit. De interventies van BIO zijn uitsluitend gericht op ondernemingen uit ontwikkelingslanden uit de volgende door het Comité voor Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling bepaalde categorieën :

- (i) minst ontwikkelde landen;
- (ii) landen met een laag inkomen;
- (iii) landen met een gemiddeld inkomen, lagere schijf.

BIO zal een voluntaristische politiek voeren inzake gelijkheid tussen mannen en vrouwen, om op het vlak van de direct of indirect toegestane leningen, een billijke verdeling te bereiken, zowel in aantal als op het vlak van het vrijgemaakte kapitaal.

§ 3. Pour autant que BIO ne dispose pas elle-même de l'expertise nécessaire, elle peut faire appel à un tiers, disposant d'une compétence reconnue en matière financière, en vue de la préparation des décisions d'investissement et du contrôle de leur mise en œuvre.

BIO fera appel aux services de la CTB lorsqu'une assistance technique et un transfert de connaissances sont requis en appui à ses décisions d'investissement. Toute dérogation à cette règle doit être motivée.

**Art. 4.** BIO est une société anonyme soumise aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par la présente loi.

Les statuts de BIO et les modifications y relatives sont arrêtés par l'assemblée générale. Le projet de délibération de cette assemblée est communiqué aux commissaires du gouvernement au moins quinze jours avant sa convocation.

**Art. 5.** BIO est sous le contrôle du membre du gouvernement ayant la Coopération au Développement dans ses attributions et du membre du gouvernement ayant le Budget dans ses attributions. Ces membres du gouvernement peuvent s'opposer à toute décision contraire aux lois, aux arrêtés, aux statuts et à l'intérêt général. Ce contrôle est exercé par l'intermédiaire de deux commissaires du gouvernement. Chacun des deux membres du gouvernement désigne un commissaire du gouvernement. Un remplaçant est désigné pour chaque commissaire du gouvernement en cas d'empêchement de celui-ci. Dans une telle hypothèse, les remplaçants disposent des mêmes compétences que les commissaires du gouvernement. Les deux commissaires du gouvernement disposent du droit de prendre connaissance de toutes les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et, le cas échéant, de l'organe chargé de la gestion journalière, afin de procéder à tous les contrôles nécessaires et afin de se faire communiquer toutes les informations utiles à cette fin. S'ils l'estiment utile, ils assistent aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et de l'organe chargé de la gestion journalière. Ils y siègent avec voix consultative. Les ordres du jour de ces réunions leur sont transmis en temps utile.

Les commissaires du gouvernement suspendent toute décision qu'ils estiment contraire aux lois, aux arrêtés, aux statuts ou à l'intérêt général. Le commissaire du gouvernement désigné par le membre du gouvernement ayant la Coopération au Développement dans ses attributions, s'assure également de la conformité de toute décision d'investissement aux critères énoncés à l'article 4 de la loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge. Les commissaires du gouvernement disposent d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la prise de connaissance de la décision pour en décider la suspension. En cas de suspension, les commissaires du gouvernement en informent leur membre du gouvernement respecte dans ce même délai de cinq jours ouvrables.

Le membre du gouvernement respecte dispose d'un délai de dix jours calendrier à compter de la prise de connaissance de la suspension par le commissaire du gouvernement pour annuler la décision suspendue. Lorsque le membre du gouvernement respectif n'annule pas la décision ou ne se prononce pas dans ce délai, la décision peut être mise à exécution.

Le conseil d'administration peut, moyennant motivation, invoquer l'extrême urgence. Les commissaires du gouvernement ne disposent dans ce cas que d'un délai de deux jours ouvrables à compter de la prise de connaissance de la décision pour soumettre l'affaire à leur membre du gouvernement respectif. Le délai prévu à l'alinéa précédent est dans ce cas réduit à deux jours ouvrables.

L'indemnité des commissaires du gouvernement est déterminée par le membre du gouvernement ayant la Coopération au Développement dans ses attributions. Elle est supportée par la société.

**Art. 6.** BIO peut souscrire des emprunts de gré à gré sur le marché des capitaux national ou international. Le Roi peut accorder la garantie de l'Etat à ces emprunts.

**Art. 7.** BIO rédige un rapport annuel qui est communiqué par le membre du gouvernement qui a la Coopération au Développement dans ses attributions à la Chambre des représentants. Le membre du gouvernement ayant la Coopération au Développement dans ses attributions, peut accompagner ce rapport des remarques qu'il juge nécessaires.

§ 3. BIO kan, voor zover zij zelf niet over de vereiste expertise beschikt, een beroep doen op een derde, beschikkend over een erkende bekwaamheid wat betreft financiële zaken, ter voorbereiding van de investeringsbeslissingen en de controle op tenuitvoerlegging.

BIO zal een beroep doen op BTC voor het verlenen van technische assistentie en kennisoverdracht, indien nodig ter ondersteuning van haar investeringsbeslissingen. Hiervan kan enkel op gemotiveerde wijze worden afgeweken.

**Art. 4.** BIO is een naamloze vennootschap waarop het Wetboek van vennootschappen van toepassing is, voor zover hiervan niet wordt afgeweken door deze wet.

De statuten van BIO en de wijzigingen ervan worden vastgesteld door de algemene vergadering. Ten minste vijftien dagen vóór de vergadering wordt samengeroepen, wordt het ontwerp van beraadslaging van deze vergadering meegedeeld aan de regeringscommissarissen.

**Art. 5.** BIO staat onder toezicht van het regeringslid dat Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft en van het regeringslid dat de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft. Deze regeringsleden kunnen zich verzetten tegen elke beslissing die strijdig is met de wetten, de besluiten, de statuten en het algemeen belang. Deze controle wordt uitgeoefend door twee regeringscommissarissen. Elk van beide regeringsleden benoemt één regeringscommissaris. Voor het geval de regeringscommissarissen verhinderd zouden zijn, wordt voor elk van hen tevens een plaatsvervanger benoemd. De plaatsvervangers beschikken in voorkomend geval over dezelfde bevoegdheden als de regeringscommissarissen. De beide regeringscommissarissen hebben het recht om kennis te nemen van alle beslissingen van de algemene vergadering, de raad van bestuur en desgevallend het orgaan belast met het dagelijks bestuur, om alle nodige controles uit te voeren en om zich alle daartoe nuttige inlichtingen te doen verstrekken. Wanneer zij het nuttig achten, wonen zij de vergaderingen van de algemene vergadering, raad van bestuur en het orgaan belast met het dagelijks bestuur, bij. Zij zetelen er met raadgevende stem. De agenda's van deze vergadering worden hen steeds tijdig bezorgd.

De regeringscommissarissen schorsen elke beslissing die zij strijdig achten met de wetten, de besluiten, de statuten of het algemeen belang. De regeringscommissaris aangeduid door het regeringslid dat de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft, houdt bovendien toezicht op het feit dat alle investeringsbeslissingen in overeenstemming zijn met de criteria bepaald in artikel 4 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking. De regeringscommissarissen beschikken voor de schorsing over een termijn van vijf werkdagen vanaf de kennisname van de beslissing. Bij schorsing brengen de regeringscommissarissen hun respectievelijk regeringslid binnen deze termijn van vijf werkdagen hiervan op de hoogte.

Het respectievelijke regeringslid beschikt over een termijn van tien kalenderdagen vanaf kennisname van de schorsing door de regeringscommissaris, om de geschorste beslissing te vernietigen. Indien het respectievelijk regeringslid de beslissing niet vernietigt of indien binnen deze termijn geen uitspraak wordt gedaan, mag de beslissing ten uitvoer worden gelegd.

De raad van bestuur kan op gemotiveerde wijze de dringende noodzakelijkheid inroepen. De regeringscommissarissen beschikken in dat geval slechts over een termijn van twee werkdagen vanaf de kennisname van de beslissing om de zaak voor te leggen aan de respectievelijke regeringsleden. De in het vorige lid voorgeschreven termijn wordt in dit geval teruggebracht tot twee werkdagen.

De vergoeding van de regeringscommissarissen wordt vastgesteld door het regeringslid dat Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft. Zij wordt gedragen door de vennootschap.

**Art. 6.** BIO kan onderhandse leningen aangaan op de binnenlandse of buitenlandse kapitaalmarkt. De Koning kan aan deze leningen de Staatswaarborg hechten.

**Art. 7.** BIO stelt elk jaar een verslag op dat door het regeringslid dat de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft aan de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt meegedeeld. Het regeringslid dat de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft, kan aan dit verslag de opmerkingen aanbrengen die hij nodig acht.

**Art. 8.** Les critères en matière de pertinence sur le plan du développement, tels que définis à l'article 4 de la loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge, sont d'application à BIO.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'Etat belge assurera un apport hors capital en faveur de BIO par la souscription de parts bénéficiaires, qui seront désignées comme certificats de développement.

§ 2. Les réductions de valeur, moins-values et/ou pertes éventuelles d'une année comptable sont directement imputées sur les parts bénéficiaires, sans modifications des statuts. Par ailleurs, ces parts bénéficiaires sont indisponibles au même titre que le capital. Ces parts bénéficiaires bénéficient donc du même traitement fiscal que l'apport en capital.

**Art. 10.** § 3. A l'article 161, 1<sup>o</sup>, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les mots "les actes passés au nom ou en faveur de la société anonyme BIO" sont ajoutés après les mots "les actes amiables passés au nom ou en faveur de la société anonyme A.S.T.R.I.D."

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la Coopération technique belge "sous la forme d'une société de droit public"*

**Art. 11.** A l'article 2, 17<sup>o</sup>, de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la "Coopération technique belge" sous la forme d'une société de droit public, les mots suivants sont supprimés : "participations dans le capital à risque d'entreprises ou de banques de développement".

**Art. 12.** L'article 5, § 2, 4<sup>o</sup>, de la même loi, est complété comme suit : "en particulier l'assistance technique et le transfert de connaissances".

**Art. 13.** L'article 7 de la même loi, est complété par l'alinéa suivant : "La CTB se verra confier des missions par la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement, en abrégé BIO, comme prévu à l'article 3, § 3, de la loi relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement".

**Art. 14.** L'article 9, § 1<sup>er</sup>, de cette loi, est complété par l'alinéa suivant : "la CTB ne peut cependant prendre aucune participation qui entre dans le cadre de la mission légale et statutaire de BIO".

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 15.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises  
et des Participations publiques, chargés des Classes moyennes,  
R. DAEMS

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
E. BOUTMANS

Notes

(1) 2000-2001

Documents de la Chambre des représentants :

N<sup>o</sup> 1 Projet de loi :

2001-2002

Rapport n<sup>o</sup> 2. — Texte corrigé par la commission n<sup>o</sup> 3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n<sup>o</sup> 4.

*Compte rendu intégral* : 18 octobre 2001.

Documents du Sénat :

Projet non évoqué par le Sénat n<sup>o</sup> 1.

**Art. 8.** De criteria m.b.t. ontwikkelingsrelevantie bepaald in artikel 4 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, zijn van toepassing op BIO.

**Art. 9.** § 1. De Belgische Staat zal een inbreng buiten kapitaal in BIO verzekeren door in te schrijven op winstbewijzen die ontwikkelingscertificaten genoemd zullen worden.

§ 2. Waardeverminderingen, minderwaarden en/of eventuele verliezen van een boekjaar, worden rechtstreeks ten laste gelegd van de winstbewijzen en derhalve zonder statutenwijziging. Voor al het overige zijn deze winstbewijzen onbeschikbaar zoals kapitaal. Deze winstbewijzen genieten dan ook dezelfde fiscale behandeling als de inbreng in kapitaal.

**Art. 10.** § 3. In artikel 161, 1<sup>o</sup>, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten worden de woorden "de akten verleden ten name of ten bate van de naamloze vennootschap BIO" toegevoegd na de woorden "de akten in der minne verleden ter name of ten bate van de naamloze vennootschap A.S.T.R.I.D."

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht*

**Art. 11.** In artikel 2, 17<sup>o</sup>, van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht vervallen de woorden : "participaties in het risicokapitaal van ondernemingen of ontwikkelingsbanken".

**Art. 12.** Artikel 5, § 2, 4<sup>o</sup>, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt : "meer bepaald technische assistentie en kennisoverdracht".

**Art. 13.** Artikel 7 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid : "BTC zal opdrachten toegewezen krijgen van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden, afgekort BIO, zoals bepaald in artikel 3, § 3, van de wet tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden".

**Art. 14.** Artikel 9, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid : "BTC kan echter geen participaties nemen die vallen binnen de wettelijke en statutaire opdracht van BIO".

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 15.** Deze wet treedt in werking op de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Minister van Telecommunicatie, Overheidsbedrijven  
en Participaties, belast met Middenstand,  
R. DAEMS

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
E. BOUTMANS

Nota's

(1) 2000-2001

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

Nr. 1 Wetsontwerp :

2001-2002

Verslag, nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 4.

*Integraal verslag* : 18 oktober 2001.

Stukken van de Senaat

Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat nr. 1.